GRANDLYON
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du **18 décembre 2007**

Délibération n° 2007-4617

commission principale : finances et institutions

commission (s) consultée (s) pour avis :

commune (s) :

objet : Budget primitif 2008 - Budget annexe de l'assainissement

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Rapporteur : Monsieur Darne

Président : Monsieur Gérard Collomb

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 157

Date de convocation du Conseil : 6 décembre 2007

Secrétaire élu : Madame Samia Belaziz-Bouziani

Compte-rendu affiché le : 19 décembre 2007

Présents : MM. Collomb, Bret, Da Passano, Dumont, Mmes Pedrini, Vullien, MM. Touraine, Buna, Reppelin, Darne J., Vesco, Calvel, Lambert, Malaval, Mme Gelas, MM. Joly, Crédoz, Abadie, Polga, Pillonel, Claisse, Barral, Daclin, Laurent, David, Mmes Vessiller, Rabatel, Mailler, MM. Crimier, Passi, Allais, Assi, Barge, Mme Bargoin, MM. Barret, Barthélémy, Beauverie, Béghain, Mme Belaziz-Bouziani, MM. Benarbia, Bertrand, Mme Besnard, MM. Bonnard, Bouju, Brochier, Broliquier, Buronfosse, Chevailler, Clamaron, Collet, Communal-Haour, Mme d'Anglejan, M. Darne JC., Mmes David, Decieux, M. Denis, Mme Desbazeille, MM. Deschamps, Desseigne, Dubernard, Mme Dubost, MM. Durieux, Fillot, Flaconnèche, Forissier, Fournel, Mme Friehe, MM. Gignoux, Gigot, Girod, Mme Guillaume, MM. Guimet, Huguet, Imbert, Mme Isaac-Sibille, MM. Jeannot, Julien-Laferrrière, Laréal, Le Gall, Lelièvre, Linossier, Longueval, Mansot, Mme Mermoud, M. Meyer, Mmes Nachury, Palleja, MM. Perret, Petit, Mme Petitjean, M. Plazzi, Mmes Psaltopoulos, Puvissier, Puvissier de Chavannes, M. Rémond, Mme Reynaud, MM. Rivalta, Roux de Bezieux, Sardat, Sauzay, Serres, Terracher, Tête, Touati, Mme Tourniaire, MM. Vaté, Vincent.

Absents excusés : MM. Charrier (pouvoir à Mme Rabatel), Muet (pouvoir à Mme Gelas), Colin (pouvoir à M. Reppelin), Mme Elmalan (pouvoir à M. Plazzi), M. Duport (pouvoir à M. Abadie), Mme Guillemot (pouvoir à M. Longueval), MM. Blein (pouvoir à M. Beauverie), Balme (pouvoir à M. Buronfosse), Mme Bertrix (pouvoir à M. Sauzay), MM. Bideau (pouvoir à Mme Nachury), Braillard (pouvoir à Mme Belaziz-Bouziani), Buffet (pouvoir à M. Meyer), Chapas (pouvoir à M. Assi), Mme De Coster (pouvoir à M. Julien-Laferrrière), MM. Delorme (pouvoir à M. Denis), Galliano (pouvoir à M. Laurent), Genin (pouvoir à M. Passi), Gerin (pouvoir à M. Chevailler), Giordano (pouvoir à M. Durieux), Gonon (pouvoir à M. Forissier), Guétaz (pouvoir à M. Linossier), Mme Marquaille (pouvoir à M. Terracher), MM. Millon (pouvoir à M. Barthélémy), Morales (pouvoir à M. Vincent), Nissanian (pouvoir à M. Deschamps), Mme Orceul-Busseneau (pouvoir à M. Rivalta), M. Pacalon (pouvoir à Mme David), Mmes Perrin-Gilbert (pouvoir à Mme Petitjean), Pesson (pouvoir à M. Bonnard), MM. Rendu (pouvoir à M. Gigot), Roche (pouvoir à M. Claisse), Rousseau (pouvoir à Mme Dubost), Sangalli (pouvoir à M. Allais), Mme Spiteri (pouvoir à M. Bouju), MM. Sturla (pouvoir à M. Crédoz), Téodori (pouvoir à Mme Tourniaire), Terrot (pouvoir à M. Le Gall), Turcas (pouvoir à M. Rémond).

Absents non excusés : M. Chaffringeon, Mme Decriaud, MM. Guillemot, Lévêque, Marquerol, Mme Mosnier-Lai, M. Nardone, Mme Peytavin, MM. Philip, Thivillier, Uhlrich, Vial, Mme Yéréman.

Séance publique du 18 décembre 2007**Délibération n° 2007-4617**

commission principale : finances et institutions

objet : **Budget primitif 2008 - Budget annexe de l'assainissement**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Le Conseil,

Vu le rapport du 28 novembre 2007, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Après la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M 14 au 1er janvier 2006, la nomenclature dédiée aux services publics industriels et commerciaux (SPIC) est réformée pratiquement sur les mêmes bases à compter du 1er janvier 2008. Dans l'attente de l'arrêté interministériel et de la circulaire d'application qui doivent être pris avant le 31 décembre 2007, le ministère des finances a publié sur son site internet les contenus de la réforme. Celle-ci s'applique de plein droit au budget annexe de l'assainissement de notre collectivité.

Les évolutions concernent principalement quatre points :

1° - Les nouvelles normes comptables relatives aux actifs et aux passifs.

Les objectifs consistent à maintenir la conformité de la comptabilité des SPIC locaux au plan comptable général et d'affiner la détermination des coûts des services rendus à l'aide de la comptabilité.

En ce qui concerne les passifs, les provisions font l'objet d'un nouveau régime budgétaire. Comme pour l'instruction M 14, la méthode de constitution de droit commun au 1er janvier 2008 pour la M49 est celle des provisions semi-budgétaires, financées sur la section de fonctionnement et constituant une mise en réserve réelle, mouvementées dans la seule comptabilité du comptable.

En ce qui concerne les actifs, la réforme prévoit de nouvelles modalités de détermination du plan d'amortissement, la possibilité de procéder à des amortissements par composants et de nouvelles approches en matière de dépréciations des immobilisations. Ces points pourront faire l'objet de propositions qui seront soumises ultérieurement au Conseil.

2° - La création de huit chapitres globalisés opérations d'ordre budgétaires

Les objectifs consistent à améliorer la lisibilité des budgets des SPIC en mettant en valeur les opérations réelles et l'autofinancement et à introduire une fongibilité des crédits d'ordre.

En section d'investissement, deux chapitres de transfert sont créés, un en dépenses et un en recettes sous le numéro 040 qui regroupent l'ensemble des dépenses et des recettes d'ordre de section à section (amortissements, reprises de quote-part de subventions d'équipement au compte de résultat,...) à l'exclusion du virement de la section d'exploitation, et, deux chapitres, un en dépenses et un en recettes, sous le numéro 041 pour les opérations patrimoniales qui regroupent l'ensemble des dépenses et des recettes d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement.

En section d'exploitation, ces chapitres sont symétriquement créés sous les numéros 042 et 043.

3° - La gestion pluriannuelle ouverte à tous les SPIC en sections d'investissement et de fonctionnement

Comme pour le budget principal, les SPIC peuvent également recourir aux autorisations de programme (AP) pour leurs dépenses d'investissement ainsi qu'aux autorisations d'engagement (AE) pour leurs dépenses d'exploitation, à l'exception des frais de personnel et des subventions versées aux organismes de droit privé.

4° - L'harmonisation du traitement budgétaire des intérêts courus non échus (ICNE) avec celui des autres rattachements de charges et de produits

Les ICNE sur emprunts et sur prêts sont actuellement considérés comme des opérations d'ordre budgétaires et impactent à ce titre les deux sections du budget. Le nouveau régime budgétaire des ICNE prévoit l'harmonisation avec le rattachement des autres charges. La contrepassation des ICNE ne se fera plus par un titre mais par un mandat d'annulation. Les crédits budgétaires sont donc prévus exclusivement en dépenses pour les ICNE sur emprunts et exclusivement en recettes pour les ICNE sur les prêts. Les articles budgétaires correspondant aux comptes 66 112 intérêts-rattachement des ICNE et 7622 produits des autres immobilisations financières-rattachement des ICNE peuvent comporter des prévisions budgétaires négatives, lorsque le montant des ICNE rattachées au titre de l'exercice N-1 est plus important que celui des ICNE à rattacher à la clôture de l'exercice N.

En prenant en compte ces évolutions, le projet de budget primitif 2008 du budget annexe de l'assainissement a été arrêté, en dépenses et en recettes à 195 456 166 €. Il est rappelé que l'objectif de ce service public à caractère industriel et commercial est de préserver la qualité de l'environnement par une collecte largement assurée des eaux usées et leur traitement garantissant des rejets non polluants dans le milieu aquatique, en particulier dans le Rhône.

Ce service est assuré en régie directe par la Communauté urbaine. Son budget est soumis à l'instruction budgétaire et comptable M 49 applicable aux services publics industriels et commerciaux. Les dépenses d'exploitation et les investissements sont assujettis à la TVA dont la gestion s'effectue hors budget par monsieur le trésorier principal, c'est pourquoi les montants sont inscrits pour leurs valeurs hors taxes.

La section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 99,574 M€, en diminution de 1,41 % par rapport au budget primitif 2007.

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 95,882 M€, en augmentation de 33,63 % par rapport au budget primitif 2007, en particulier en raison du programme de travaux sur les réseaux, de la mise aux normes des stations de la Feyssine et de Saint Fons et de la construction des nouvelles stations d'épuration de Jonage, Fleurieu/Neuville sur Saône et ZI Genay.

L'investissement opérationnel est géré en autorisations de programme et crédits de paiement. Ainsi, pour 2008, le besoin de paiement, en mouvements réels, est estimé à 78,540 M€ et les recettes sont évaluées à 18,340 M€, soit une charge nette de 60,200 M€.

Budget primitif 2008 - budget annexe de l'assainissement - synthèse générale (en M€) - tableau n° 1

Libellé	Budget primitif 2007	Budget primitif 2008	Evolution 2008/2007 (en %)
recettes réelles d'exploitation	95,846	96,152	0,32
recettes d'ordre d'exploitation	5,148	3,422	- 33,53
total recettes d'exploitation	100,994	99,574	- 1,41
dépenses réelles d'exploitation	61,443	61,871	0,70
dépenses d'ordre d'exploitation	39,551	37,703	- 4,68
total dépenses d'exploitation	100,994	99,574	- 1,41
autofinancement brut	34,403	34,281	- 0,35

remboursement capital	12,526	13,523	7,96
épargne nette	21,877	20,758	- 5,11
recettes réelles d'investissement	32,070	58,080	81,10
recettes d'ordre d'investissement	39,681	37,802	- 4,73
total recettes d'investissement	71,751	95,882	33,63
dépenses réelles d'investissement	66,473	92,360	38,94
dépenses d'ordre d'investissement	5,278	3,522	- 33,27
total dépenses d'investissement	71,751	95,882	33,63
total budget primitif	172,745	195,456	13,15

Section d'exploitation

Le tableau n° 2 ci-dessous présente la synthèse de la section d'exploitation de ce budget pour 2008.

Budget primitif 2008 - budget annexe de l'assainissement - section d'exploitation (en M€) - tableau n° 2

Libellé	Budget primitif 2007	Budget primitif 2008	Evolution 2008/2007 (en %)
recettes réelles d'exploitation	95,846	96,152	0,32
atténuation de charges	1,660	1,685	1,51
<i>dont remboursement personnels mis à disposition budget eau</i>	1,310	1,330	1,53
produits des services du domaine et ventes diverses	83,670	83,131	- 0,64
<i>dont redevance d'assainissement</i>	57,185	57,000	- 0,32
<i>dont contribution du budget principal aux eaux pluviales</i>	14,905	14,451	- 3,05
<i>dont redevance raccordement à l'égout</i>	4,550	4,550	0,00
<i>dont redevance communes extérieures</i>	3,550	3,600	1,41
<i>dont redevance branchements sur réseaux existants</i>	3,100	3,200	3,23
dotations et participations	9,060	9,210	1,66
<i>dont primes d'épuration</i>	8,600	8,600	0,00
autres produits de gestion courante (redevance VNF)	1,300	1,300	0,00
produits exceptionnels	0,156	0,826	429,49
<i>dont indemnités sinistres</i>	0,000	0,760	n.s
total des mouvements d'ordre	5,148	3,422	- 33,53
amortissements des subventions reçues	3,595	3,422	- 4,81
ICNE	1,552	0,000	- 100,00
total recettes d'exploitation	100,994	99,574	- 1,41
dépenses réelles d'exploitation	61,443	61,871	0,70
charges à caractère général	28,542	27,660	- 3,09
<i>dont entretien des stations</i>	17,825	18,090	1,49
<i>dont entretien des réseaux</i>	3,362	3,228	- 3,99
<i>dont redevance VNF</i>	1,300	1,300	0,00
<i>dont logistique</i>	1,222	1,173	- 4,01

	<i>dont assurances et juridique</i>	0,885	0,917	3,62
	<i>dont études</i>	0,668	0,364	- 45,51
	<i>dont commission de recouvrement de la redevance</i>	0,325	0,325	0,00
	<i>dont laboratoire</i>	0,223	0,226	1,35
	<i>dont relations publiques</i>	0,050	0,165	230,00
charges de personnel et frais assimilés		24,832	25,313	1,94
	<i>dont masse salariale</i>	24,057	24,601	2,26
autres charges de gestion courante		1,564	1,584	1,28
	<i>dont contribution aux charges du budget principal</i>	1,429	1,429	0,00
charges financières		5,908	6,296	6,57
	<i>dont intérêts de la dette</i>	5,908	6,474	9,58
	<i>dont ICNE</i>	0,000	-0,179	
charges exceptionnelles		0,568	0,940	65,49
	<i>dont subventions Givors Grigny</i>	0,000	0,187	
	<i>dont subventions coopération décentralisée</i>	0,050	0,175	250,00
	<i>dont comité social du personnel</i>	0,162	0,166	2,47
dépenses imprévues		0,029	0,078	168,97
total des mouvements d'ordre		39,551	37,703	- 4,67
amortissements-provisions		15,680	16,020	2,17
ICNE		1,401	0,000	- 100,00
virement à la section d'investissement		22,470	21,683	- 3,50
total dépenses d'exploitation		100,994	99,574	- 1,41
autofinancement brut		34,403	34,281	- 0,35
remboursement capital		12,526	13,523	7,96
épargne nette		21,877	20,758	- 5,11

Le budget d'exploitation s'élève à 99,574 M€, en diminution de 1,41 % en dépenses et en recettes par rapport à 2007. Cette baisse résulte de la nouvelle comptabilisation des ICNE, prévue par la réforme de la nomenclature M 49 applicable au 1er janvier 2008, car à périmètre constant, le budget 2008 connaîtrait une augmentation de 0,13 %. Les recettes réelles sont estimées à 96,152 M€, les dépenses réelles à 61,871 M€.

Les produits d'exploitation

En mouvements réels, les produits sont estimés à 96,152 M€ pour 2008 contre 95,846 M€ pour 2007.

La faible progression attendue de 0,32 % du produit des recettes d'exploitation a pour conséquence une diminution de la capacité d'autofinancement brut. Celui-ci correspond au solde des mouvements réels qui atteindrait 34,281 M€ en 2008, à comparer à 34,403 M€ en 2007.

Le calcul de la redevance d'assainissement porte sur les consommations d'eau estimées à 74 millions de mètres cubes d'eau pour la période du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008. Les volumes utilisés tendent à baisser en raison des efforts consentis par la population pour limiter leur consommation d'eau. Les conditions climatiques pluvieuses de l'été 2007 sont également à l'origine d'une moindre consommation sur le second semestre. C'est pourquoi le produit de la redevance est attendu en diminution de 0,32 % par rapport à la prévision inscrite au budget primitif précédent : 57 M€ en 2008 au lieu de 57,185 M€ en 2007.

La contribution du budget principal au traitement des eaux pluviales est arrêtée à 14,451 M€, représentant 21 % de la charge nette d'exploitation, 32 % du montant des intérêts de la dette et des amortissements du budget de l'assainissement.

Le produit de la redevance de raccordement à l'égout, perçue au titre des constructions nouvelles, est maintenu au niveau de 2007, soit 4,550 M€.

La redevance, versée par les abonnés qui demanderaient leur raccordement à des réseaux d'assainissement existants, s'élèverait, quant à elle, à 3,200 M€, soit + 3,23 % par rapport à 2007.

La facturation aux Communes extérieures de l'utilisation des installations communautaires pour le transit et le traitement des eaux usées est estimée à 3,600 M€, en évolution de 1,41 % par rapport au budget primitif 2007 (3,550 M€).

La subvention de l'Agence de l'eau est inscrite au même niveau qu'en 2007, soit 8,6 M€. La loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2007 prévoit désormais que l'Agence de l'eau réserve une partie de cette prime, autrefois versée en totalité aux collectivités locales, aux industriels en fonction de la qualité de leurs effluents et du réseau d'accueil. Lorsque le montant du prélèvement sera connu, il conviendra d'étudier la possibilité de compenser cette perte de recette par une révision du règlement d'assainissement au regard du tarif applicable aux industriels.

Des indemnités de sinistre sont inscrites à hauteur de 0,760 M€, dont 0,700 M€ concernent l'incendie sur le dispositif d'incinération des boues de la station d'épuration de Pierre Bénite, le 9 décembre 2006.

Les charges d'exploitation

Les mouvements réels représentent 61,871 M€ en 2008 pour 61,443 M€ en 2007, soit une progression de 0,70 %.

Avec 21,318 M€, les dépenses liées à la gestion des stations et des réseaux représentent plus de 77,07 % des charges à caractère général en 2008. L'augmentation des crédits affectés à l'entretien des stations de 0,200 M€ est liée principalement à la rémunération de l'exploitant de la station d'épuration de Saint Fons (impact de la révision de prix contractuelle de 3 %).

Les prévisions au titre des dépenses d'études seraient minorées de 0,304 M€ compte tenu de la fin des études liées au schéma général d'assainissement.

Dans le cadre de sa politique en faveur de l'environnement, la Communauté urbaine participe depuis sa création au salon Pollutec. La participation à cet événement, organisé tous les deux ans à Lyon, est cofinancée par les budgets annexes des eaux et de l'assainissement. Elle a été fixée à 0,330 M€ pour l'édition 2008, dont 0,165 M€ pour le budget annexe de l'assainissement. Cette dépense biennale explique une augmentation des frais de relations publiques de 0,115 M€ par rapport à 2007.

La masse salariale évolue de 0,544 M€ (+ 2,26 %), avec une prévision de 24,601 M€ contre 24,057 M€ en 2007. Pour mémoire, 604 agents étaient affectés au budget de l'assainissement au 30 septembre 2007 (608 à la même date en 2006). Une partie de ces dépenses, correspondant à la masse salariale des agents participant à la gestion de l'eau potable, est remboursée par le budget annexe des eaux (1,330 M€).

L'estimation des charges de structure, à reverser au budget principal, basée sur les résultats du compte administratif 2006, est de 1,428 M€ et reste stable par rapport à 2007. Des ajustements seront opérés en 2008, au vu des résultats effectifs de l'exercice 2007.

Les intérêts de la dette augmentent en 2008 pour atteindre 6,474 M€ (+ 9,58 %), notamment du fait des emprunts contractés pour la réalisation des investissements comme la construction de la station d'épuration à Pierre Bénite, du collecteur nord à Vaulx en Velin et de l'émissaire du plateau du sud-est. L'intégration des emprunts de Givors et Grigny et la prise en compte de la hausse attendue des taux participent également à cette hausse.

A compter du 1er janvier 2008, les intérêts courus non échus (ICNE) seront considérés comme des opérations réelles et non plus comme des opérations d'ordre budgétaires. L'inscription de - 0,179 M€ s'explique par les dispositions de ce nouveau régime. Il prévoit en effet des prévisions budgétaires négatives, lorsque le montant des ICNE rattachés au titre de l'exercice N-1 (1,552 M€ pour 2007) est plus important que celui des ICNE à rattacher à la clôture de l'exercice N (1,373 M€ pour 2008).

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 2,17 % : 16,020 M€ en 2008 contre 15,680 M€ en 2007.

Section d'investissement

Le tableau n° 3 ci-dessous présente la synthèse de la section d'investissement de ce budget pour 2008.

Budget primitif 2008 - budget annexe de l'assainissement - section d'investissement (en M€) - tableau n° 3

Libellé	Budget primitif 2007	Budget primitif 2008	Evolution 2008/2007 (en %)
recettes réelles d'investissement	32,070	58,080	81,10
dont emprunt long terme	14,100	35,20	149,65
dont recettes opérationnelles	10,170	18,340	80,33
dont participation du budget principal aux recueillis eaux pluviales	7,800	4,540	- 41,79
total des mouvements d'ordre	39,681	37,802	- 4,74
dont amortissements (et ICNE pour 2007)	17,081	16,020	- 6,21
dont virement de la section de fonctionnement	22,470	21,682	- 3,51
dont mouvements à l'intérieur de la section - invest. opérationnel	0,130	0,100	- 23,08
total recettes d'investissement	71,751	95,882	33,63
dépenses réelles d'investissement	66,473	92,360	38,94
dont remboursement capital dette	12,526	13,523	7,96
dont investissements opérationnels	53,870	78,540	45,80
dont dépenses imprévues	0,077	0,297	285,71
total des mouvements d'ordre	5,278	3,522	- 33,27
dont mouvements inter-sections	5,148	3,422	- 33,53
dont mouvements à l'intérieur de la section - invest. opérationnel	0,130	0,100	- 23,08
total dépenses d'investissement	71,751	95,882	33,63

Pour tenir compte des évolutions de l'instruction comptable M 49 applicables au 1er janvier 2008, ce budget prévoit l'ouverture de prévisions de dépenses et de recettes pour ordre, sur les nouveaux chapitres globalisés 040 opérations d'ordre de transfert entre sections et 041 opérations patrimoniales.

La section d'investissement est équilibrée à 95,882 M€. Les mouvements réels s'établiraient à 92,36 M€ en dépenses et à 58,080 M€ en recettes.

Les écritures pour ordre de 3,52 M€ de dépenses et 37,80 M€ de recettes produisent un autofinancement brut de 34,28 M€.

Le 17 octobre 2007, les autorisations de programme déjà affectées représentent 354 M€ en charge nette. Les paiements ont été réalisés à hauteur de 224,8 M€ en charge nette, c'est-à-dire 63,50 % de la prévision initiale, 325,07 M€ en dépenses et 100,26 M€ en recettes. Dans le cadre de l'exercice 2008, le montant des autorisations de programmes globales à individualiser pourrait être de 40 M€ et celui affecté au programme annuels sur opérations globalisées de 15,9 M€.

Le crédit de paiement 2008 est arrêté à la somme de 60,20 M€ en charge nette, il est supérieur de 37,8 % à celui de 2007 (43,7 M€) avec une inscription de recettes portée à 18,34 M€ (10,17 M€ en 2007) et de dépenses opérationnelles proposée à 78,54 M€ (53,87 M€ en 2007).

1° - Les inscriptions opérationnelles

En mouvements réels, les inscriptions opérationnelles (78,54 M€), ventilées par nature sans référence à opération, représentent 82 % des prévisions totales de l'exercice. Elles concernent :

- pour 1,39 M€ des prestations intellectuelles et des études à effectuer, notamment pour le développement des stations d'épuration et des réseaux d'assainissement de proximité et de prélèvement,

- pour 3,68 M€ des acquisitions de matériels industriels pour la construction de réseaux et de stations d'épuration (2,89 M€), des acquisitions de véhicules légers (0,35 M€), des matériels informatiques et de bureau (0,30 M€) et du mobilier (0,06 M€),

- pour 73,44 M€ le paiement des travaux : une part importante de ces crédits devrait être affectée à la construction de la station d'épuration à la Feyssine et à la mise aux normes de celle à Saint Fons (20 M€). A Vaulx en Velin, la construction du collecteur du Carré de Soie ainsi que la poursuite des travaux sur le collecteur nord et sur la station à Croix Luizet représentent environ 9 M€. Le programme annuel pour la construction de réseaux neufs et les travaux de raccordement sollicités par des tiers pourraient être payés à hauteur de 44,12 M€.

Les recettes réelles opérationnelles, hors inscriptions pour la régularisation comptable des avances sur marchés (0,80 M€) s'établissent à 17,54 M€. Comme en 2007, il s'agit essentiellement de participations versées par l'Agence de l'eau (11,54 M€) ainsi que l'attribution de prêts remboursables (1,3 M€). Une subvention d'équipement communale de 1,1 M€ est également prévue pour la station à Jonage.

Les écritures pour ordre opérationnelles inscrites au nouveau chapitre globalisé 041 opération patrimoniale sont proposées, aussi bien en dépenses qu'en recettes pour 0,100 M€. Il s'agit de la valeur comptable estimée des canalisations installées sous voies privées, qui deviendraient propriété de la Communauté urbaine en cours d'année, après leur raccordement au réseau existant.

2° - Les mouvements financiers

a) - Les mouvements réels

Pendant la première partie du mandat et jusqu'en 2004, grâce à un autofinancement élevé et parce que les investissements étaient en phase de démarrage, la Communauté urbaine s'est globalement désendettée. Le mouvement s'inverse à partir de 2005 avec une reprise de l'endettement pour financer notamment les travaux de la station d'épuration à Pierre Bénite et les projets de traitement des eaux. A la fin de l'année 2007, l'encours de la dette du budget annexe à l'assainissement atteindrait 164,388 M€. Pour 2008, le remboursement du capital s'élèverait à 13,52 M€, en prenant en compte le remboursement d'avances versées initialement par l'Agence de l'eau pour diverses opérations de la programmation pour un montant de 3,92 M€. Les intérêts s'élèveraient à 6,47 M€ au total (dette et ligne de trésorerie), compte tenu des emprunts encaissés pendant la période 2006-2007 et ceux estimés en 2008, anticipant la hausse prévisionnelle des taux d'intérêts.

Afin de prendre en compte le risque sur la part d'intérêts à taux indexé, une ligne de sûreté budgétaire peut être ouverte pour un montant de 0,118 M€.

Un programme d'emprunts à long terme, estimé à 35,20 M€, sera nécessaire pour financer la réalisation des investissements 2008.

Le budget principal finance, par le biais d'une subvention d'équipement, les ouvrages destinés à recevoir les eaux pluviales. Une inscription de 4,54 M€ est dès à présent proposée en recettes, pour le financement des travaux correspondants.

b) - Les mouvements pour ordre

Avec un virement à la section d'investissement de 21,68 M€ dégagés sur la section d'exploitation, l'autofinancement brut s'établit à 34,28 M€.

Sur le chapitre globalisé 040 opérations d'ordre de transfert entre sections, sont inscrites :

- en recettes, pour 16,02 M€, la dotation aux amortissements des biens et des indemnités capitalisées, liées aux renégociations de prêts (15,68 M€ en 2007),
- en dépenses, pour 3,42 M€, l'annuité relative à l'étalement des subventions d'équipement reçues ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve le budget primitif 2008 du budget annexe de l'assainissement arrêté, tant en dépenses qu'en recettes, à la somme de 195 456 166 €.

2° - Dit que le budget de l'assainissement est voté, conformément à la nomenclature comptable M 49, par nature. Les chapitres sont constitués de comptes à deux chiffres, à l'exception des charges à caractère général, des dépenses de personnel, des atténuations de charges et de produits, qui sont des chapitres globalisés tels que définis par l'arrêté ministériel du 27 août 2002 portant sur l'harmonisation de la M 14 et de la M 49, complété par la réforme à intervenir à compter du 1er janvier 2008.

3° - Autorise monsieur le président :

a) - à procéder à la réalisation des emprunts, sous toutes formes, destinés au financement des investissements prévus au budget annexe de l'assainissement,

b) - à signer, à cet effet, les actes nécessaires.

4° - Fixe à 14 450 705 € la contribution du budget principal au titre des eaux pluviales, par application des taux suivants :

- 21 % de la charge nette d'exploitation,
- 32 % de la charge nette financière,
- 32 % de la charge nette des amortissements

auquel s'ajoute le montant prévisionnel des amortissements des ruisseaux, galeries et bassins pour 731 897 €.

5° - Décide :

a) - de la création des nouveaux chapitres globalisés 040 opérations d'ordre de transferts entre sections en dépenses et en recettes d'investissement, 041 opérations patrimoniales en dépenses et en recettes d'investissement, 042 opérations d'ordre de transferts entre sections en dépenses et en recettes d'exploitation et 043 opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation en dépenses et en recettes d'exploitation,

b) - que, pendant l'année 2008, l'ensemble des dispositions prises par l'Etat en matière de charges salariales s'étende immédiatement aux agents communautaires de la direction de l'eau.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,